

500 millions d'investissement: où ca ?

Le cdH a annoncé urbi et orbi un plan d'investissement de 500 millions par an en Wallonie ? Rien n'est prévu au budget, réagit l'opposition.

● **Martial DUMONT**

Dans une sortie médiatique concertée, le cdH a annoncé mercredi son intention de présenter un plan d'investissements en Wallonie de l'ordre de 500 millions par an dans les prochaines années : 350 millions dans les routes et la mobilité, 100 millions pour la transition énergétique, et 50 millions pour la digitalisation de notre région. La Wallonie respecterait ainsi les conseils du Bu-

reau du Plan qui préconise une augmentation des investissements publics de 0,5 %. En espérant aussi que l'Europe « immunise » les investissements de ce type en ne les considérant plus comme faisant partie de la dette, ce qui n'est pas gagné d'avance...

Évidemment, il faudra bien le financer, ce plan. Comment ? Là, le cdH, par la voix d'Alda Greoli, voit plusieurs pistes. La mobilisation de l'épargne privée, les partenariats public-privé et un mécanisme qui permettrait que le fédéral compense de manière plus substantielle les investissements dans les entités fédérées.

Nulle part dans le budget

Curieuse annonce, en vérité, le jour même où le budget 2018 était censé être discuté et voté en séance plénière du Parlement wallon (lire par ailleurs). Ce que n'ont évidemment pas manqué de souligner PS et Écolo.

« Cette sortie médiatique des mi-

nistres cdH est totalement dingue, estime le député Écolo Stéphane Hazée. Alors qu'ils sont à la manœuvre dans le gouvernement, il n'y a rien en ce sens dans le budget. Et la coalition MR-cdH poursuit sur la même voie que la précédente coalition PS-cdH, en laissant de côté une série d'enjeux écologiques. En dehors de quelques mesures de communication, aucun investissement majeur n'est prévu pour concrétiser de réelles politiques de transition écologique de notre région. » Pas plus, d'ailleurs, en matière de mobilité, poursuit Stéphane Hazée.

Pierre-Yves Dermagne, au PS, parle, lui, de « véritable camouflet pour le ministre du Budget ».

« Cela pose la question du budget-vérité ! Quelle est la pertinence, quelle est la véracité de ce budget quand on nous annonce déjà un nouveau plan d'investissement ? Où est sa budgétisation ? Bref, pour avoir un budget ferme et définitif, il faudra attendre », conclut le député socialiste. ■

Le cdH a dribblé le ministre-président en annonçant sa proposition d'investissements en Wallonie. Mais l'opposition constate que rien n'est annoncé dans le budget 2018.

COMMENTAIREpar **Martial
DUMONT****Amnésie sélective**

Disons-le tout net : l'annonce de ce plan d'investissement de la part du cdH fleure bon la panique post-sondage : 5 % à Bruxelles, 8,5 % en Wallonie, les humanistes se devaient de sortir un lapin du chapeau pour montrer le peu de vigueur qui anime encore ses rangs. Grosse ficelle. Surtout quand elle est tirée en même temps que celle de la démission forcée de Dominique Drion dont le cdH liégeois a voulu (enfin) se séparer dans la foulée de l'affaire Publifin.

On passera sur la claque que cette sortie médiatique constitue pour le ministre président Willy Borsus qui, il y a quelques jours à peine, annonçait lui aussi qu'un plan d'investissement wallon allait être présenté dans quelques semaines. Le cdH la joue solo. Bonjour l'ambiance et la cohérence au sein de l'exécutif.

Mais au-delà, la manière dont le cdH, et singulièrement Alda Greoli et André Antoine ont présenté le bébé, a largement de quoi interpeller.

« En Wallonie, cela fait vingt ans que nous n'avons pas fait les investissements nécessaires », dit Greoli pour justifier les 500 millions annuels annoncés.

Sans doute a-t-elle oublié que le cdH est au pouvoir en Wallonie sans discontinuer depuis 2004. Et qu'avant cela, les humanistes avaient participé à tous les gouvernements entre 1981 et 1999.

Sans doute a-t-elle oublié aussi qu'entre 2006 et 2019, ce sont pas moins de 7,5 milliards qui auront été investis dans l'économie wallonne via le Plan Marshall et que 650 millions sont prévus aussi dans le Plan routes présenté en janvier 2016 par le ministre cdH de l'époque, Maxime Prévot.

Et peut-être enfin a-t-elle oublié aussi la pression ces dernières années du fédéral, et notamment de son actuel partenaire du MR, pour privilégier les économies drastiques aux investissements publics en Wallonie. L'amnésie sélective rend parfois de fieffés services. Ou pas, finalement.

Le budget 2018 en discussion

Le parlement wallon débattait hier sur le budget 2018 et la réforme fiscale qui entrera en vigueur ce 1^{er} janvier. La coalition MR-cdH présente un budget en déficit de 217 millions d'euros, soit 100 millions de mieux que le budget 2017 et que ce que prévoyait la trajectoire de retour à l'équilibre budgétaire, tout en prévoyant une réserve de 31 millions d'euros. L'exercice parie sur les effets retour - surestimés selon l'opposition - d'une réforme fiscale dont la mesure-phare est la suppression de la redevance télé. Cette réforme

- dans l'attente d'une autre sur la fiscalité automobile - porte surtout sur la propriété, en prévoyant dès le 1^{er} janvier 2018 un abattement de 20 000 € sur base imposable pour acquérir une première maison, le retour à 12,5 % (au lieu de 15 %) des droits d'enregistrement pour l'acquisition d'une troisième habitation, la suppression du taux de 7,7 % des donations mobilières, l'immunisation des droits de succession pour le conjoint ou le cohabitant légal sur l'habitation familiale, et une baisse des droits d'enregistrement sur le viager.